

# Réunion CONJONCTURES

MAI 2023

DES ANALYSES CONJONCTURELLES PERTINENTES POUR MIEUX COMPRENDRE LE TERRITOIRE

4<sup>ème</sup> trimestre 2022

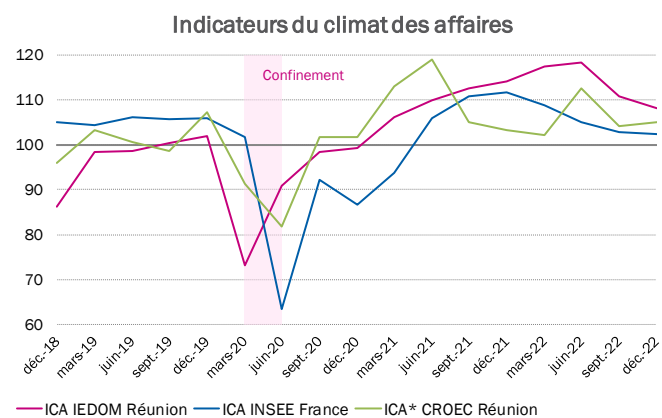
## Une croissance précaire pour l'économie réunionnaise

Au quatrième trimestre 2022, l'économie réunionnaise continue de faire face à de nombreuses contraintes : inflation persistante, contexte géopolitique incertain et un resserrement des conditions de financement.

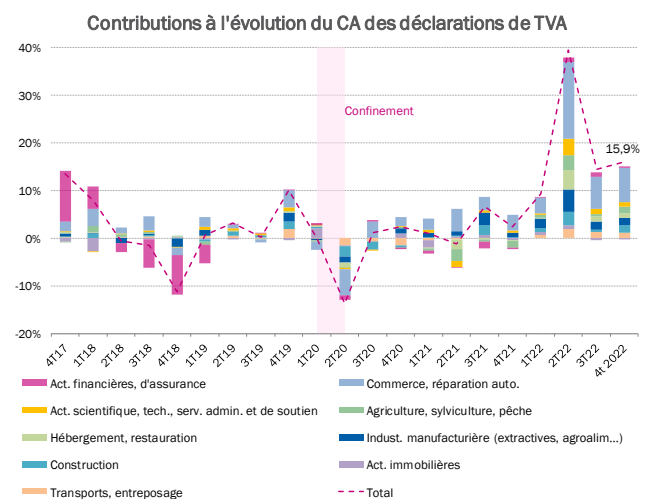
Malgré un léger ralentissement en cette fin d'année, l'activité locale se montre globalement résistante, notamment dans certains domaines comme le tourisme qui redécalle, ou le secteur de la construction qui reste dynamique.

L'indicateur du climat des affaires mesuré par l'enquête de l'IEDOM auprès des entrepreneurs réunionnais diminue de -2,6 points par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est plus modérée que précédemment, à l'image de l'indicateur national qui évolue de -0,53 point seulement (après -2,2 points au troisième trimestre).

A l'inverse, l'indice de chiffre d'affaires publié par l'Ordre des Experts-Comptables (OEC) de La Réunion augmente de 0,8 point en rythme trimestriel, mais reste inférieur de 4 points par rapport à la moyenne française, plaçant la région Réunion au 14<sup>ème</sup> rang du classement national selon l'OEC.



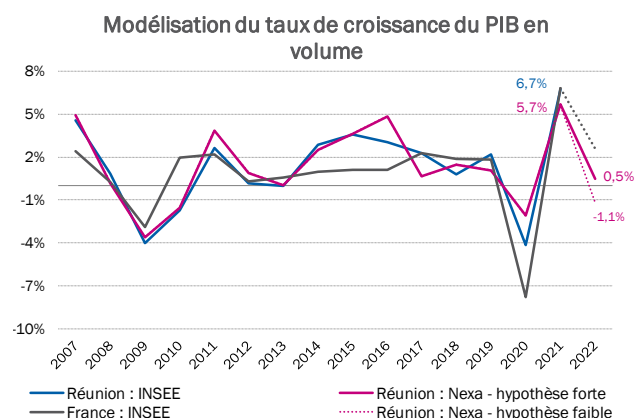
Sur le dernier trimestre 2022, le chiffre d'affaires des entreprises réunionnaises déclarant la TVA s'élève à 8 441 M€, soit +15,9% par rapport à la même période en 2021, et +4,9% en glissement trimestriel. Tous les secteurs d'activité voient leur activité progresser en comparaison de l'année précédente.



Source : DRFIP  
L'évolution totale du CA ne prend en compte que les secteurs d'activité présents sur ce graphique. Elle diffère donc très légèrement de sa vraie valeur.

L'actualisation du modèle d'estimation du PIB réunionnais révèle un taux de croissance compris **entre -1,1% et +0,5%** à prix constants pour l'année 2022. Ces hypothèses sont directement impactées par les tensions sur les prix (+3,6% sur un an).

Au niveau national, le contexte économique se montre plus favorable, l'indicateur de croissance est estimé à 2,6% pour 2022 d'après l'INSEE.



Prévisions construites à partir des comptes définitifs (en base 2014), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques (avec déflateur IPC).

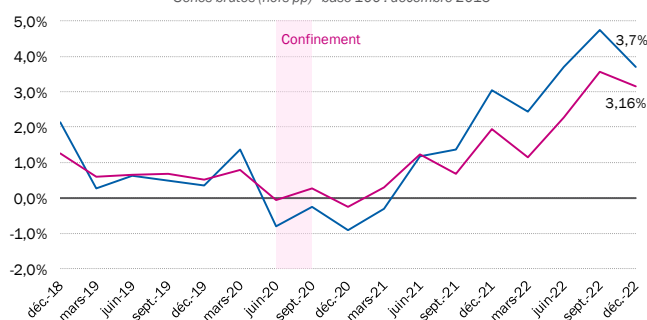
## ◆ L'inflation ralentit mais réduit encore le pouvoir d'achat

Au quatrième trimestre 2022, l'indice des prix à la consommation progresse de 3,7% en rythme annuel, mais reste quasi stable par rapport au trimestre passé (-0,1%).

Dans le détail, on constate une forte hausse du prix des produits pétroliers (+11,6% vs. +26,6% au troisième trimestre) impactés par le contexte international. Le poste alimentaire voit ses tarifs augmenter (+7,5% en glissement annuel), tirés par l'alimentation hors produits frais (+7,6%). Du côté des services, les prix évoluent sensiblement sur la période (+1,4% par rapport à 2021), grâce à un essoufflement des tarifs des transports, communications et des autres services (+5,2% et +1,5% respectivement).

### Glissements annuels de l'inflation

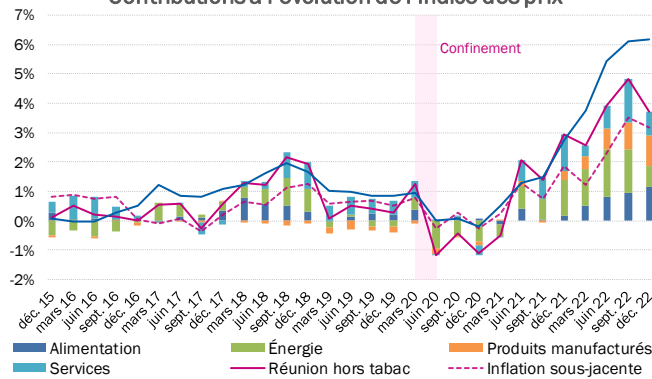
Séries brutes (hors pp) - base 100 : décembre 2015



— Indice des prix à la consommation d'ensemble — Inflation sous-jacente  
Source : INSEE - calculs Nexa

Contrairement aux précédents trimestres, le premier grand poste contributeur à l'évolution des prix sur la période concernée est l'alimentation, boosté par les fêtes de fin d'année. Les produits manufacturés bénéficient également de l'effet saisonnier. A l'inverse, la part contributive de l'énergie et des services diminue sur les trois derniers mois de l'année.

### Contributions à l'évolution de l'indice des prix



Source : INSEE - calculs Nexa

L'analyse de l'inflation sous-jacente reflète une tendance structurelle de l'évolution des prix. En excluant les composantes les plus volatiles telles que les produits alimentaires frais, le tabac et les produits pétroliers, l'indicateur révèle une hausse de 3,2 % en rythme annuel, confirmant la durabilité du phénomène dans l'économie.

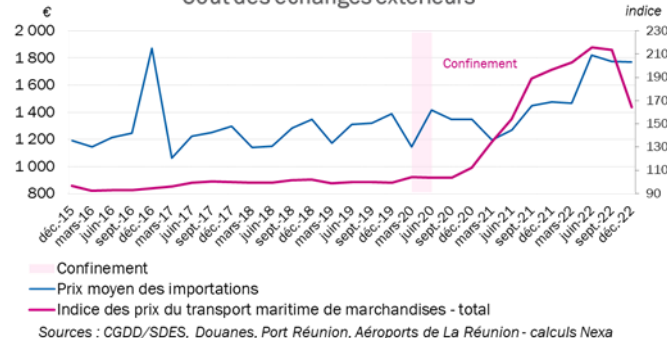
Au niveau national, les tensions inflationnistes sont plus marquées qu'à La Réunion, avec une progression annuelle de 6,2% de l'indice hors tabac au quatrième trimestre 2022, et de 1,0% en glissement trimestriel. Cet écart peut s'expliquer localement par l'encadrement du coût de l'énergie et une baisse des coûts de fret.

### Fléchissement du coût des échanges extérieurs

Du côté du coût des échanges extérieurs, la tendance s'inverse en fin d'année après l'escalade de l'indice national des prix du transport maritime de marchandises entamée depuis fin 2020. Ce dernier chute de -32,2 points par rapport au même trimestre en 2021, et de -49,0 points en glissement trimestriel, entraîné par un affaiblissement de la demande dans le secteur.

Le coût moyen des importations, obtenu par le rapport entre la valeur importée en euros et la quantité en tonnes, subit un léger repli (-0,4%) sur les trois derniers mois par rapport au trimestre passé. Cependant, il reste significativement supérieur aux niveaux des années précédentes (+19,8% vs. 2021 et +27,6% vs. 2019).

### Coût des échanges extérieurs



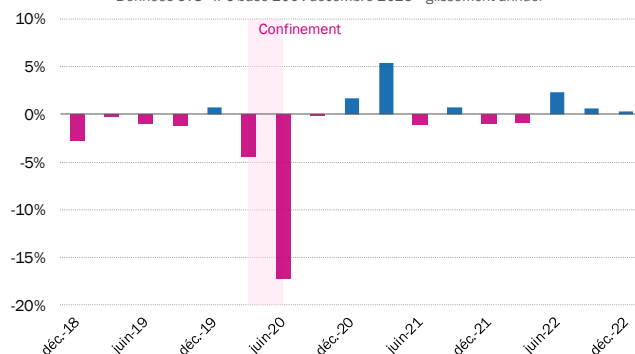
— Confinement — Prix moyen des importations — Indice des prix du transport maritime de marchandises - total  
Sources : CGDD/SDES, Douanes, Port Réunion, Aéroports de La Réunion - calculs Nexa

### Le pouvoir d'achat des salariés affaibli

Malgré l'accroissement de 4,0% du salaire moyen par tête au dernier trimestre 2022, l'évolution du pouvoir d'achat calculé pour les salariés du secteur marchand continue de ralentir (+0,3%), marqué par des prix toujours sous tension.

### Pouvoir d'achat des salariés du secteur marchand

Données CVS - IPC base 100 : décembre 2015 - glissement annuel\*\*\*



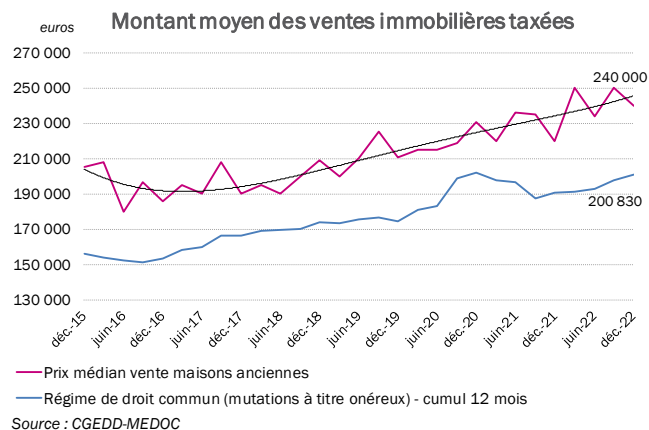
Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

\*\*\* Le calcul du glissement annuel du 2ème trimestre 2021 se base sur la valeur du 2ème trimestre 2019

## Des prix immobiliers toujours sous pression

Malgré le resserrement du crédit, le montant moyen des ventes immobilières dans le neuf poursuit sa progression, affichant +5,2% en glissement annuel, et +1,7% en rythme trimestriel. Le prix moyen des ventes sur le marché du neuf est de 200 830 € à fin décembre 2022.

Le prix médian des maisons anciennes atteint 240 000 € sur la période, soit +9,1% par rapport au quatrième trimestre 2021, et -4,0% en comparaison du trimestre passé.



Le coût du prêt à l'habitat pour les particuliers bondit de 0,36 point par rapport à la même période en 2021, soit 1,47% en octobre 2022. En moyenne, les banques demandent aux particuliers un apport s'élevant à 155 000 € (-2,5% vs. juillet 2022), et la durée du crédit à l'habitat s'élève à 21 ans.

## Des échanges extérieurs en demi-teinte

### Tassement des importations

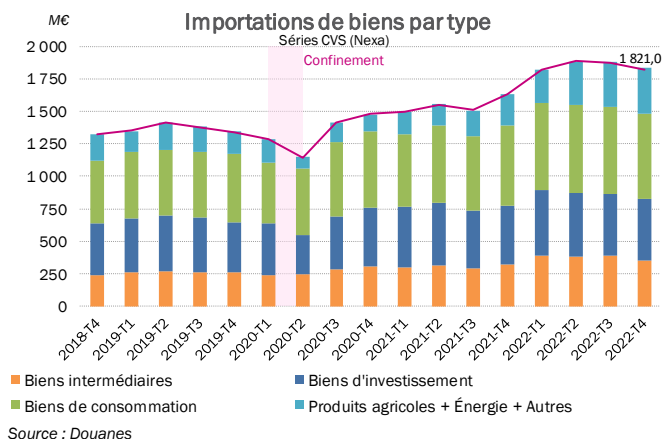
Au quatrième trimestre 2022, les importations de biens en données CVS (corrigées des variations saisonnières) reculent de -2,9% en comparaison trimestrielle, pour atteindre un montant de 1 821 M€. A l'inverse, le glissement annuel affiche une hausse de 11,7%.

L'effet inflationniste, apprécié par la baisse du tonnage du trafic de maritime de marchandises (-7,3% en cumul sur un an) et la hausse du prix moyen des importations, est toujours présent mais il tend à s'essouffler.

Les biens de consommation, représentant plus d'un tiers du total de marchandises arrivant sur le territoire, augmentent sur la période annuelle (+7,1%) mais se replient en rythme trimestriel (-3,0%).

La tendance est la même pour les biens intermédiaires (+9,0% et -9,0% respectivement) et les biens d'investissement (+4,1% et -0,6% respectivement).

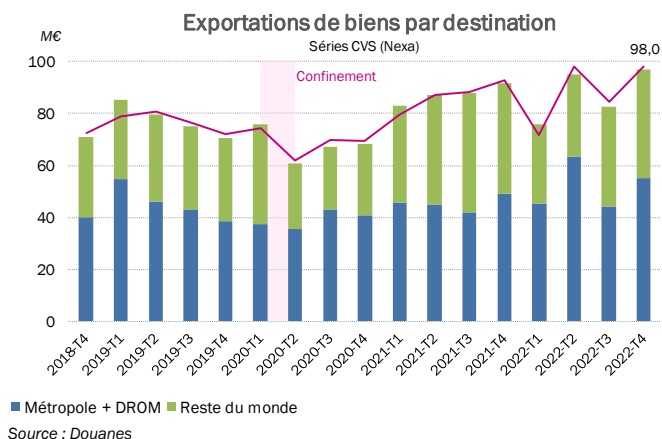
Seul le poste regroupant les produits agricoles, énergie et autres sont en constante progression depuis le troisième trimestre 2021 (+43,1% vs. 2021 et +3,7% vs. le trimestre précédent).



### Les exportations en rebond

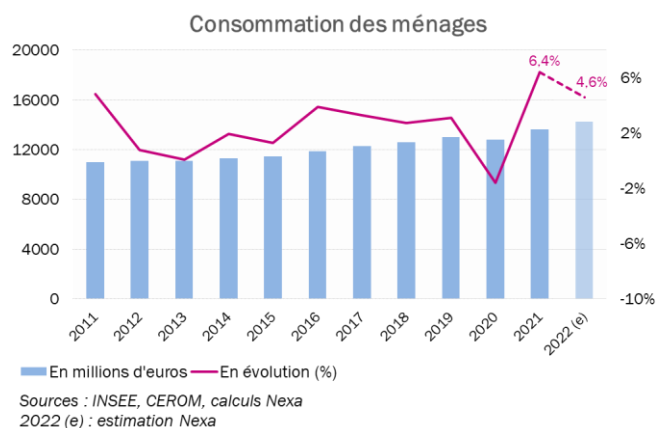
Les biens exportés de La Réunion repartent à la hausse en fin d'année (+6% en glissement annuel et +16% en trimestriel), atteignant 98 M€ sur le total des destinations (en données CVS).

Les destinations Métropole et DROM sont à l'origine de cette reprise, tandis que les envois vers le reste du monde ralentissent en comparaison annuelle (-2%).



## La consommation affronte le resserrement monétaire

La modélisation du taux de croissance du PIB de La Réunion révèle une consommation des ménages dynamique sur l'année 2022, défiant l'envolée historique des prix. L'estimation de la consommation des ménages s'élève à +4,6% à prix courants, soutenant de façon assidue l'activité économique.



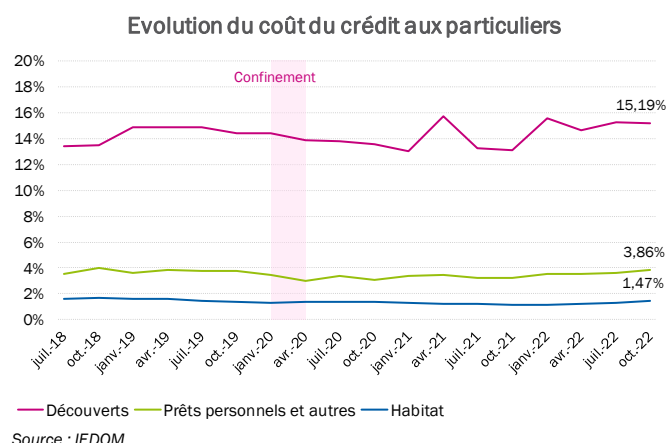
L'analyse micro-économique révèle des disparités entre les catégories de biens importés, favorisant les produits courants au détriment des biens d'équipement du foyer.

Tandis que la première catégorie progresse de +8,7% en rythme annuel, la seconde retrouve quasiment son niveau de 2021 (+0,3% en données CVS). En comparaison du trimestre précédent, toutes les catégories de biens importés diminuent (-3,7 % pour les biens courants et -5,2% pour les biens d'équipement).

### Les conditions d'emprunt se resserrent davantage

Dans le domaine bancaire, les particuliers se retrouvent face à des taux d'emprunt des prêts personnels et autres crédits à la consommation de plus en plus élevés. Depuis octobre 2021, le coût du crédit des prêts personnels et autres est en constante augmentation, il atteint 3,86% en octobre 2022, soit +0,60 point en glissement annuel et +0,27 point en trimestriel. Le montant moyen emprunté pour ce type de crédit diminue à 17 200 € (contre 17 600 € au trimestre précédent).

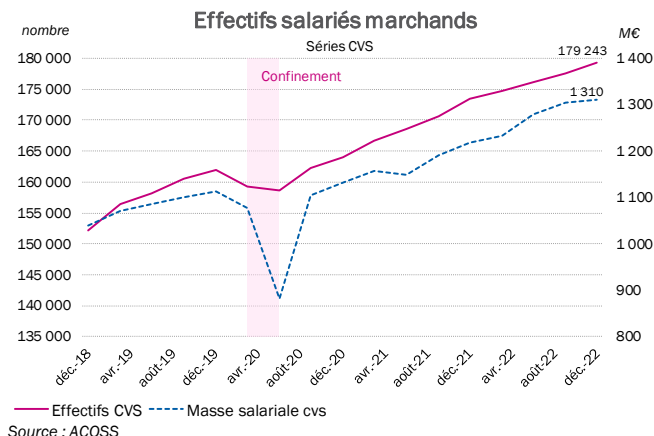
Le taux appliqué aux découverts bancaires se replie par rapport à son niveau de juillet 2022 (-0,04 point), mais reste significativement supérieur à celui constaté un an plus tôt (+2,06 points). Il atteint 15,19% en fin d'année 2022.



### Les emplois progressent, sous l'effet des aides et des contrats courts

Sur la période considérée, l'emploi salarié marchand poursuit son ascension, évoluant de +3,3% (en données CVS) sur un an et de +0,9% par rapport au troisième trimestre. A fin décembre 2022, l'effectif total est de 179 240, soit 5 800 embauches de plus qu'en 2021.

La masse salariale du secteur marchand progresse de +7,6% en glissement annuel, mais seulement de +0,5% par rapport au trimestre précédent, portant le montant à 1 310 M€ (en CVS) sur le dernier trimestre.



Dans les secteurs privé et public, on recense 290 700 salariés sur la période observée, soit +2,2% vs. 2021 et +0,7% en comparaison du troisième trimestre 2022. En termes d'effectifs, cela représente 6 350 embauches de plus par rapport à 2021, et 2 000 emplois supplémentaires en évolution trimestrielle.

Ces bons résultats tirent avantage de l'accroissement du nombre d'apprentis. Les contrats en alternance bénéficient d'une aide exceptionnelle prévue dans le Plan de relance de l'économie (13 700 personnes en 2022).

### Des disparités au niveau sectoriel

L'agriculture est le secteur qui recrute le plus sur le quatrième trimestre 2022, avec plus de 460 embauches en comparaison de la même période en 2021 (+13,9% soit un total de 3 780 salariés).

La filière construction reste dynamique en fin d'année avec +3,9% d'embauches supplémentaires par rapport à 2021, soit 18 350 salariés. En comparaison du trimestre passé, ce sont 270 effectifs de plus pour le secteur.

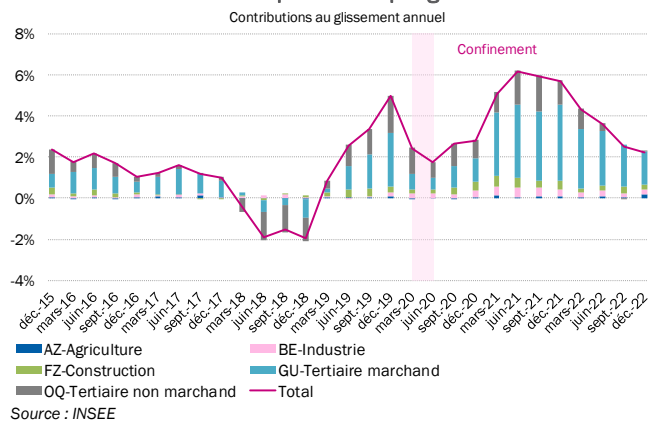
Le tertiaire marchand ainsi que la filière industrielle évoluent de manière similaire, avec un peu plus de 3% en rythme annuel et entre +0,8% et +0,9% en glissement trimestriel, ce qui représente 20 980 effectifs industriels et 128 040 salariés pour le tertiaire marchand à fin décembre.

Pour ce dernier secteur, la création d'emplois est soutenue par la reprise du secteur touristique (recrutement dans l'hébergement-restauration et dans le transport aérien).

Après une forte hausse entamée en 2019 et une légère réduction de ses effectifs au troisième trimestre 2022, le tertiaire non marchand se stabilise sur le dernier trimestre (+0,04% vs. 2021, soit un effectif de 119 500). Ces emplois sont essentiellement concentrés dans l'enseignement, l'administration publique, la santé ou l'action sociale.

L'écart entre les secteurs privé et public continue de se creuser sur le dernier trimestre. Alors que le secteur privé voit ses effectifs augmenter de +4,0% (soit +7 760 embauches), l'emploi salarié public diminue de -1,6%, représentant une perte de 1 410 emplois.

## Evolution de l'emploi salarié par grand secteur



### Une hausse de l'emploi précaire

L'analyse des déclarations préalables à l'embauche publiées par l'ACOSS démontre une nouvelle fois la précarité grandissante de l'emploi. Au quatrième trimestre, on note une hausse de +8,9% des contrats de moins d'un mois par rapport à 2021, et de +16,1% vs. le troisième trimestre (soit 35 340 contrats). La part des contrats courts dans le total des déclarations préalables à l'embauche s'élève à 58,4%, contre 48,4% au trimestre passé.

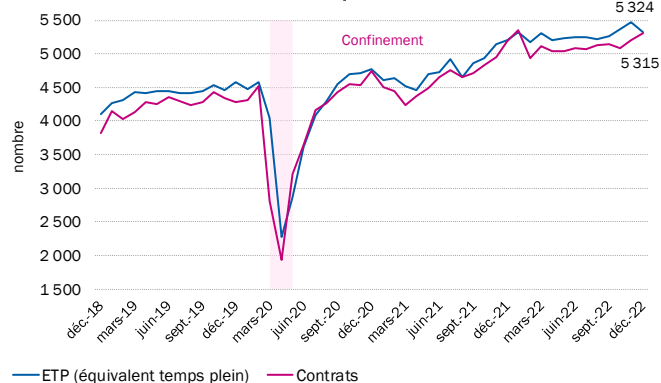
Les contrats à durée indéterminée augmentent sensiblement en rythme annuel (+1,2%), mais subissent une forte baisse trimestrielle (-17,1%).

L'accroissement des contrats courts en lien avec la saisonnalité des activités bénéficie de l'embellie du secteur de l'hôtellerie-restauration (+15,7% en glissement annuel) et du renforcement des services non marchands (+23,5%).

### L'intérim évolue de manière constante

Véritable variable d'ajustement pour les entreprises, l'emploi intérimaire évolue de 5,7% sur un an pour atteindre 5 390 effectifs ETP (équivalent temps plein) sur le dernier trimestre 2022. Cela représente 300 intérimaires de plus qu'en 2021. En comparaison trimestrielle, on constate une hausse de +2,8% de l'intérim, soit 140 effectifs supplémentaires.

## Evolution de l'emploi intérimaire

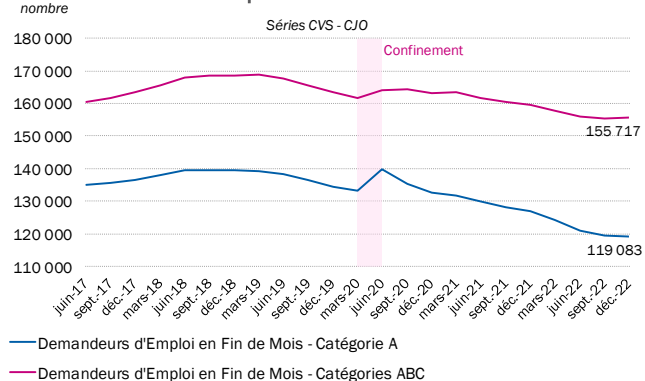


### Une diminution tendancielle du chômage

Le dynamisme du marché du travail provoque le recul du nombre de demandeurs d'emploi. Sur le quatrième trimestre 2022, la catégorie A décroît de -6,1% pour

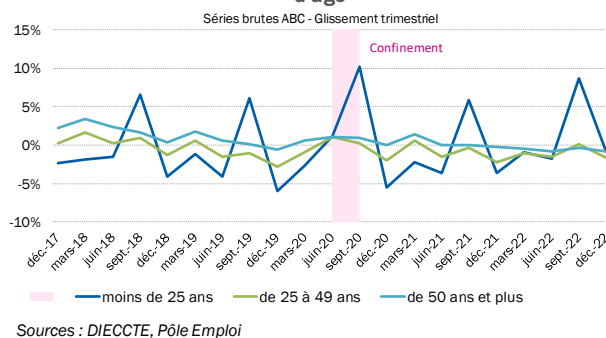
atteindre 119 080 demandeurs d'emploi (-0,3% en glissement trimestriel). La baisse de la catégorie ABC est plus modérée (-2,4%), avec 155 710 individus à fin décembre.

## Statistiques du marché du travail



L'analyse par genre et par classe d'âge révèle une hausse de +4,9% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans par rapport à 2021, tandis que les tranches de 25 à 49 ans et de 50 ans et plus déclinent de -4,2% et -2,4% respectivement.

## Demandeurs d'emploi en fin de mois par classe d'âge



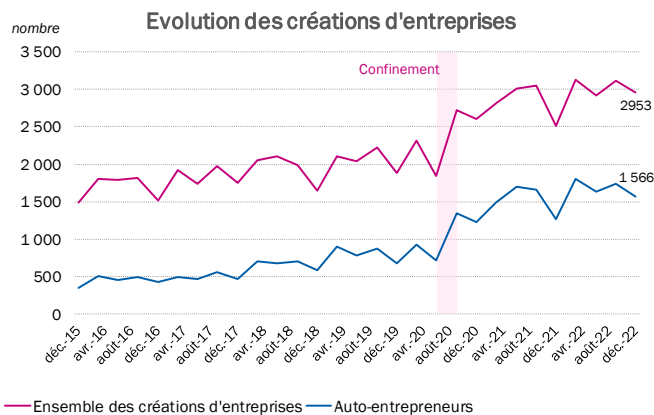
Autre conséquence de la croissance de l'emploi, le taux de chômage moyen se fixe à 17% au quatrième trimestre 2022 (vs. 18% au trimestre précédent), nettement supérieur au taux national (7,2%).

### Les créations d'entreprises sur un palier

Les créations d'entreprises déclinent de -5,1% en comparaison du troisième trimestre 2022, pour se situer aux alentours de 2 950 entités. A l'inverse, ce nombre est en hausse de +17,4% par rapport à la même période en 2021 (+8,5% au niveau national). Ce recul trimestriel est lié à la chute du nombre de créations d'entreprises individuelles (-10,5%), tandis que le statut de sociétés est en augmentation de +9,2%.

Hors auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises progresse de +1,0% par rapport au trimestre passé, et de +10,9% vs. 2021. On note des disparités parmi les secteurs d'activité. Le secteur industriel progresse le plus significativement en rythme annuel (+46,7%), suivi des services (+15,7%), et du commerce, transport, hébergement et restauration (4,7%). A l'inverse, les entités créées dans la filière construction diminuent de -9,1%.

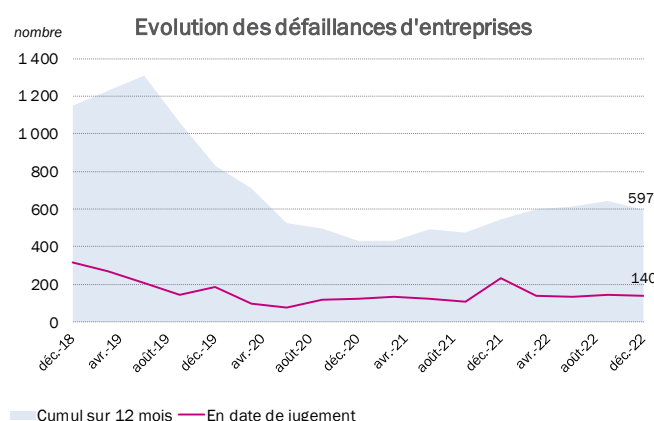
La part des micro-entreprises créées baisse ce trimestre pour passer à 53%, soit 1 566 entités. Si ce nombre recule de -10% en glissement trimestriel, il se situe bien au-delà de son niveau de 2021 (+23,9%). L'industrie connaît un véritable boom de ses nouvelles micro-entreprises (+144% vs. 2021), suivie de la construction (+51%), des services (+26%) et du commerce-transport-hébergement-restauration (+6%).



Source : INSEE

### Stabilité des défaillances

Les défaillances d'entreprises sont en retrait en cette fin d'année, soit -39,7% par rapport à 2021 et -1,4% en glissement trimestriel. Au total, ce sont 140 entreprises qui font faillite sur la période, soit 92 de moins qu'en 2021. En cumul sur douze mois, on recense 597 défaillances.



Source : INSEE

### 🔴 L'investissement fait face à une hausse rapide des taux financiers

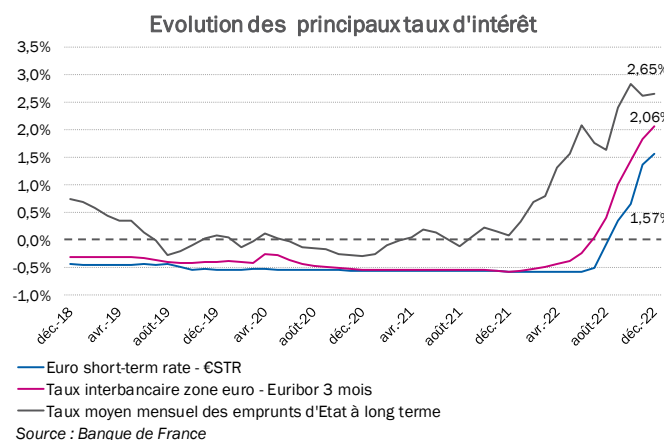
Les principaux taux d'intérêt financiers continuent leur ascension au quatrième trimestre 2022, resserrant davantage les conditions d'emprunt. La Banque Centrale Européenne a choisi de réguler l'inflation par une politique monétaire restrictive, en net décalage avec la période des taux négatifs en vigueur depuis 2014/2015.

L'Euribor 3 mois - indicateur de référence pour la fixation des prêts à taux variables - augmente de +2,34 points, et le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) de +2,55 points en rythme annuel.

Ils franchissent un niveau jamais atteint depuis 2009 pour l'Euribor 3 mois, et depuis 2012 pour le TME (1,77% et 2,70% respectivement).

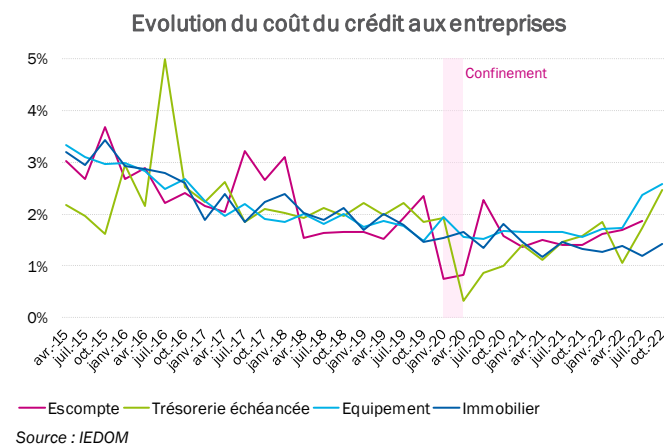
L'Euro short-term rate (€STR) - utilisé pour déterminer les taux des livrets réglementés - progresse de +1,77 points vs. 2021, pour s'établir à 1,20% sur le dernier trimestre.

Le calcul des taux d'intérêt réels permet de mieux observer les conditions d'emprunt ou de placement en isolant l'effet prix des taux financiers. Ainsi, l'Euribor 3 mois hors inflation s'affiche à -1,92% (+1,67 points vs. 2021), reflétant une situation moins avantageuse que les précédents trimestres sur le marché de l'emprunt. Si l'on se réfère à l'évolution positive de l'€STR réel (+1,11 points), les placements sur livrets en fin d'année semblent plus attractifs.



### Des répercussions locales perceptibles

Au niveau local, le coût du crédit aux entreprises appliqué par les banques suivent la tendance nationale et européenne. Entre juillet et octobre 2022, les taux d'intérêt des crédits à l'équipement et des crédits immobiliers progressent de manière similaire, pour atteindre 2,58% (+0,21 point) et 1,42% (+0,22 point) respectivement. Le coût des crédits de trésorerie échéancée des entreprises bondit de 0,73 point et s'affiche à 2,47% sur la période. Le taux d'intérêt des découverts chute de -1,78 points en glissement trimestriel mais s'accroît de +1,4 points en rythme annuel. Il atteint 4,17% à octobre 2022.

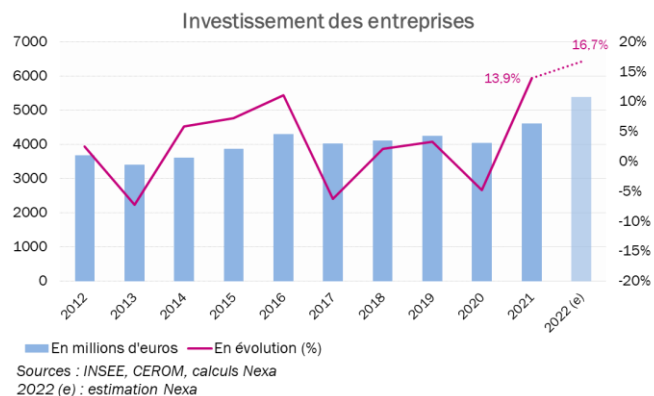


Source : IEDOM

## Forte croissance au niveau macro-économique

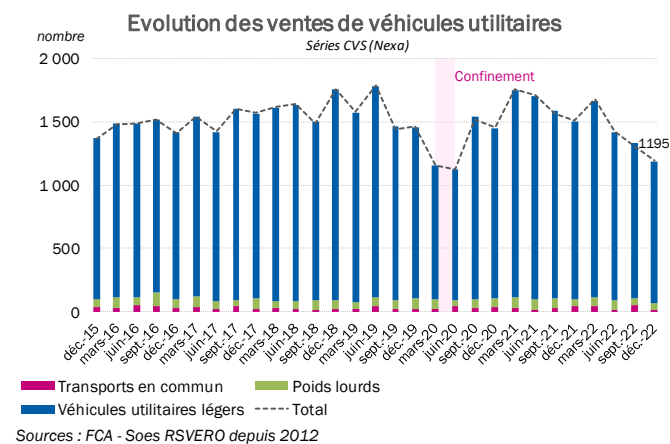
Notre estimation de la formation brute de capital fixe, composante du taux de croissance du PIB, permet d'obtenir un montant total de 5 375 M€ pour l'investissement réunionnais en 2022, soit +16,7% en valeur, ce qui intègre un effet inflationniste non négligeable.

Les variables explicatives de notre modélisation concernent essentiellement l'emploi dans le secteur du BTP (+4,4%) et les importations en biens d'équipement professionnel (+3,0% en 2022).



## Diminution des ventes de véhicules utilitaires

Au quatrième trimestre, on compte 1 195 ventes réalisées (en données CVS), soit -8,6% par rapport au trimestre passé et -21% en glissement annuel. Toutes les catégories de véhicules sont concernées par cette baisse, les véhicules légers chutant plus fortement que les poids lourds en rythme annuel (-19,9% et -11,2% respectivement). L'espoir de retrouver les niveaux élevés des ventes de véhicules d'avant-crise sanitaire a été contrecarré par un ensemble de facteurs, incluant notamment l'inflation ou les difficultés d'approvisionnement.



# Des tendances sectorielles divergentes

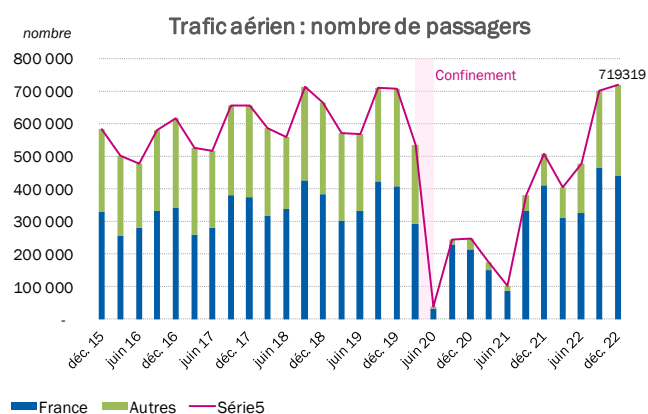
Les statistiques sectorielles offrent une analyse plus détaillée de la conjoncture économique en révélant les contrastes existants parmi les différents pans de l'économie réunionnaise.

## ◆ Trafic aérien en net regain

Entre octobre et décembre 2022, le nombre de passagers accueillis à l'aéroport de La Réunion s'envole de +41,8% par rapport à la même période en 2021 et de +2% par rapport à la période pré-Covid en 2019. Au total, ce sont plus de 719 300 passagers qui foulent le sol réunionnais, dont 440 900 venant de la métropole. Ces derniers sont en augmentation de +7,2% vs. 2021, et de +8,7% vs. 2019. Cette forte hausse est à mettre au crédit de la réouverture au second trimestre 2022 de plusieurs destinations suspendues depuis la crise sanitaire.

Le trafic total de passagers est quasiment multiplié par deux en un an, avec 2 301 270 passagers en 2022, mais reste inférieur à la période pré-Covid (-10% vs. 2019).

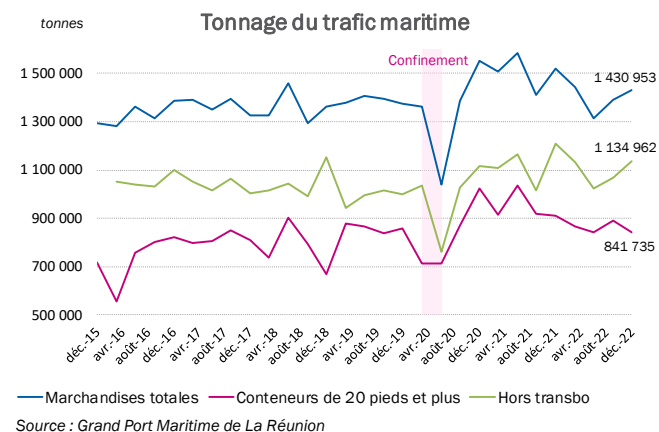
L'analyse des parts de marché montre une croissance continue depuis le début de l'année pour les compagnies Air Austral et Air Mauritius, pour atteindre 40,6% et 9,6% respectivement au quatrième trimestre 2022. Elles profitent de l'ouverture des destinations régionales. A contrario, Air France, et French Bee continuent de décliner en affichant 22,2% et 11,9% respectivement en fin d'année, tandis que Corsair se stabilise à 14,2%.



Le **trafic maritime** poursuit son rattrapage, avec 1 431 kT de marchandises échangées au quatrième trimestre 2022, soit une hausse de +2,8% par rapport au trimestre passé. Cependant, ce niveau reste inférieur à celui constaté un an plus tôt (-5,9%).

Ce résultat provient essentiellement du trafic hors transbordement qui croît de 6,5% en glissement trimestriel, pour atteindre 1 135 kT sur le trimestre, tandis que le nombre total de conteneurs baisse de -12,1% sur la période.

En 2022, le total de marchandises échangées représente 5 584 kT, soit -7,3% par rapport à l'année précédente.

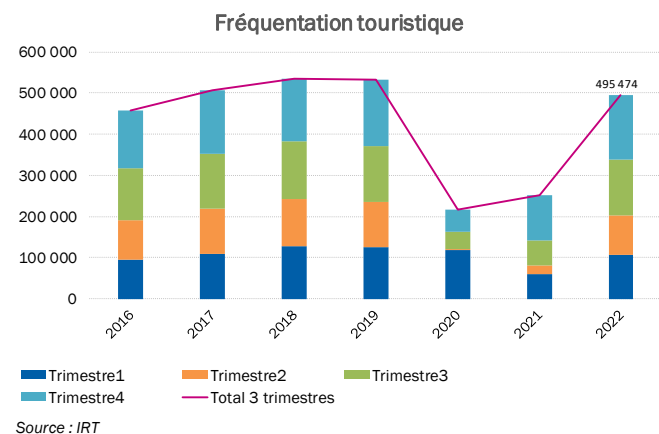


## ◆ Le tourisme confirme son rebond

Entre octobre et décembre 2022, 157 940 personnes venant de l'extérieur visitent l'île, soit +45,8% vs. 2021, correspondant à la saison des vacances scolaires. Au total sur l'année 2022, on enregistre 495 470 touristes (+97,6% vs. 2021).

La fréquentation touristique continue d'augmenter bénéficiant de plusieurs facteurs tels que l'allègement des conditions sanitaires et la reprise des vols dans la zone Océan Indien.

Ces chiffres restent légèrement inférieurs à ceux de 2019, période avant Covid. La fréquentation du quatrième trimestre 2022 diminue de -3% par rapport à la même période trois ans plus tôt, et celle de l'année complète décline de -7,2% vs. 2019.



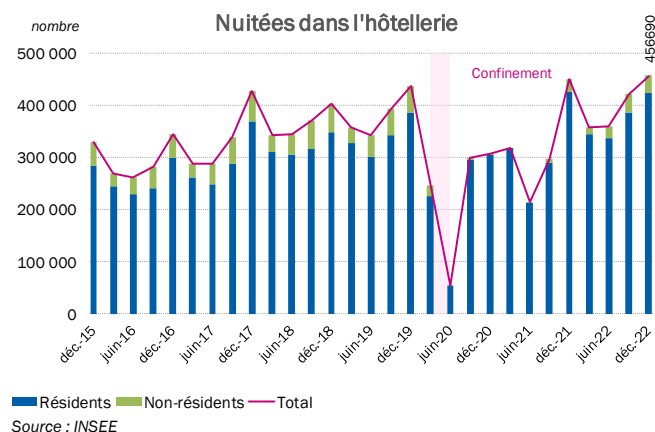
En intégrant les chiffres du tourisme local, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie est porté à 456 700 au quatrième trimestre 2022, représentant 4,4% de plus qu'en 2019 et +8% par rapport au trimestre passé. Sur l'année complète, on comptabilise 1 597 140 nuitées, soit +4,3% de plus qu'en 2019.

La part des non-résidents dans le total des nuitées diminue au profit des résidents par rapport au troisième trimestre, passant de 8,3% à 7,1%.

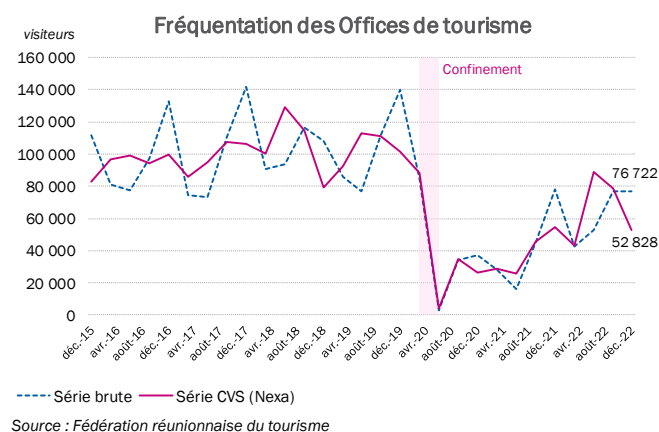
En comparaison de la période pré-Covid, le nombre de nuitées réservées par les non-résidents recule de -36% (50 850 à 32 340 au quatrième trimestre 2022), tandis que les résidents réservent davantage de



nuitées dans l'hôtellerie en 2022 par rapport à 2019 (424 370 et 386 670 respectivement).



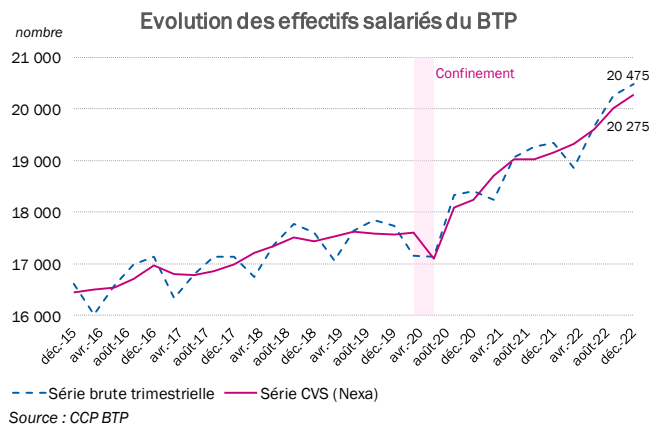
La fréquentation des offices de tourisme décline fortement sur la période étudiée par rapport à 2019, passant de 101 280 visiteurs dans les agences à 52 830 au quatrième trimestre 2022 (-47,8% en données CVS). On note également une légère baisse par rapport à 2021 (-3%).



## ● La construction sur une tendance dynamique

Selon l'Ordre des Experts-Comptables de La Réunion, les entreprises de la filière construction notent une hausse de +1,1% de leur chiffre d'affaires au dernier trimestre 2022. Sur l'année entière, l'évolution est plus modérée qu'en 2021, marquée par l'envolée des prix de l'énergie et les contraintes d'approvisionnement des matériaux (+1,8%).

Entre octobre et décembre 2022, le nombre de salariés dans le secteur du BTP augmente de 5,9% par rapport à 2021 et de +1,3% vs. le trimestre précédent (données CVS). Sur la période observée, ce sont 20 275 emplois qui sont comptabilisés dans la filière.



## Fort soutien de la commande publique

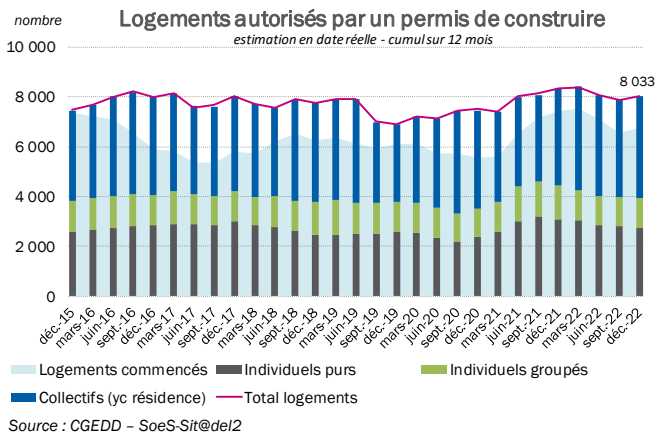
Au quatrième trimestre, le montant total des travaux financés par les maîtres d'ouvrage publics s'élève à 172,1 M€, ce qui représente 30% de plus qu'en 2021.

La part consacrée aux routes augmente de 26% en comparaison de 2021, soit 102,8 M€ dont 87,8 M€ pour la Région Réunion et 15 M€ pour le Département. Le secteur du génie civil bondit de 107% en glissement annuel, poussé par les travaux au sein des infrastructures portuaires (12 M€) et aéroportuaires (5,5 M€), ainsi que par la gestion de l'eau (9,5 M€). Enfin, les montants alloués aux constructions publiques augmentent de +12% en rythme annuel (42,4 M€), tirés par les travaux de la Nouvelle Aérogare Ouest (+236% pour l'aéroport) et les travaux financés par le conseil régional (+63%).

## Essoufflement de l'activité logement

Concernant les mises en chantier, on recense près de 6 570 logements commencés en cumul sur douze mois au quatrième trimestre, soit +1,5% d'évolution trimestrielle, mais une baisse de -11,3% par rapport à 2021. Les logements collectifs, représentant la moitié des mises en chantier à La Réunion, progressent de +8,3% en glissement trimestriel mais restent en retrait de -8,8% par rapport à 2021. Les constructions de logements individuels sont en phase décroissante sur la période annuelle, -29,4% pour les individuels groupés et -8,0% pour les individuels purs.

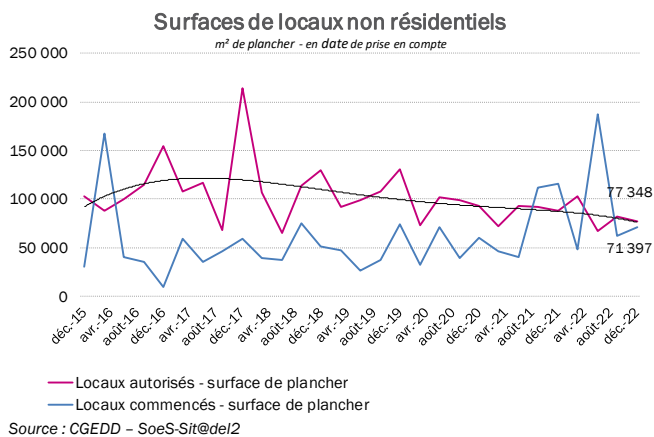
De manière parallèle, les permis de construire augmentent de +2,1% en rythme trimestriel, mais déclinent par rapport à l'année précédente (-3,6%). Au total, on comptabilise plus de 8 000 autorisations délivrées en cumul annuel sur la période concernée, principalement soutenues par les logements collectifs (+4,2% vs. le trimestre passé et +6,0% vs. 2021).



### Tendance au maintien dans les locaux d'activité

De manière identique au troisième trimestre, le cumul annuel des mises en chantier des locaux non résidentiels ralentissent en rythme trimestriel (-10,7%) mais progressent par rapport à l'année passée (+17,6%). D'octobre à décembre 2022, la surface de plancher totale mise en chantier s'élève à 71 400 m<sup>2</sup>, soit 14,7% de plus qu'au trimestre précédent, mais un repli de -38,1% vs. le dernier trimestre 2021.

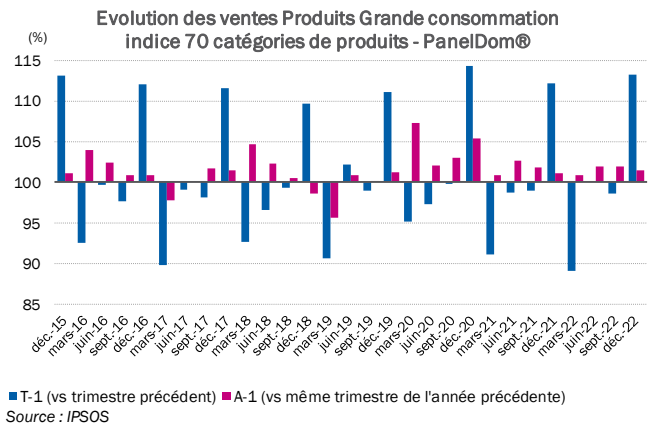
En termes de permis de construire, on compte plus de 328 830 locaux autorisés sur les douze derniers mois (-3,1% en glissement trimestriel), et 77 350 permis uniquement sur le dernier trimestre 2022 (-5,3%).



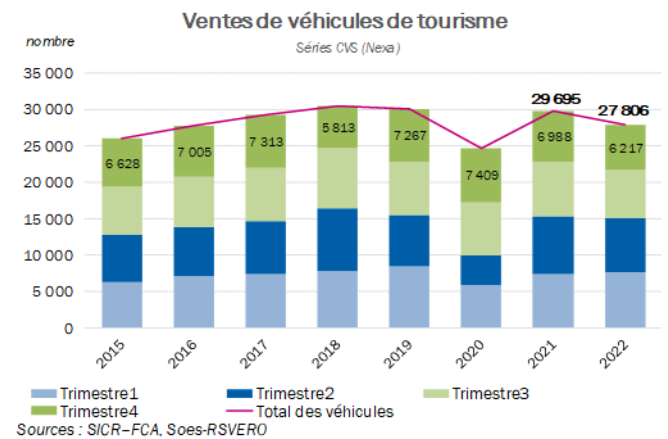
### Les commerces soutenus par les ventes de biens courants

Parallèlement au trimestre précédent, les experts-comptables de La Réunion notent une activité dynamique du secteur « Commerce », avec une croissance du chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises de +3,8% en évolution trimestrielle et +5,0% sur un an.

La période des festivités de fin d'année est bénéfique aux biens courants. Selon IPSOS, les ventes de produits de grande consommation, sont en forte hausse sur la période trimestrielle (+13,2 points), et progressent de manière plus modérée en rythme annuel (+1,4%). En revanche, l'indicateur mesurant la fréquentation des grandes et moyennes surfaces alimentaires (avec ou sans achat) poursuit sa phase décroissante (-1,6 points vs. 2021).



Sur le marché de l'automobile, les ventes de véhicules de tourisme peinent à retrouver les niveaux d'avant-crise. Sur les trois derniers mois de l'année, les concessionnaires ont subi un recul de 11% de leurs ventes par rapport à 2021, soit un volume de 6 220 immatriculations neuves (en CVS). Sur l'année, le repli s'affiche à -6,4% pour 27 800 véhicules vendus, et -7,3% par rapport à la période pré-Covid.

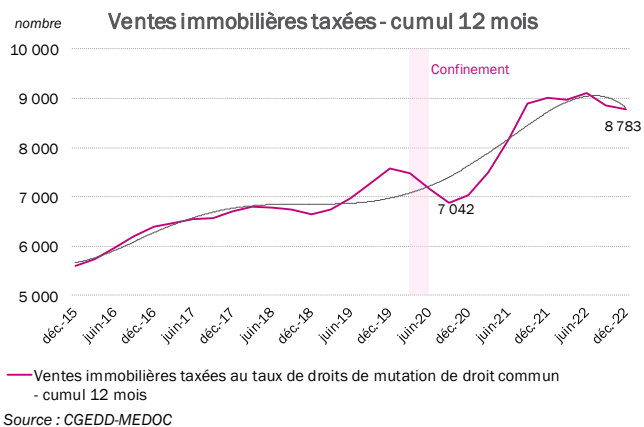


### L'activité immobilière confirme un retournement des transactions

Le nombre de ventes immobilières poursuit sa tendance baissière au quatrième trimestre 2022, soit une diminution de -2,6% en comparaison de l'an passé et -0,9% en glissement trimestriel. Ce nombre atteint 8 780 sur la période, soit une perte de 230 transactions par rapport à 2021.

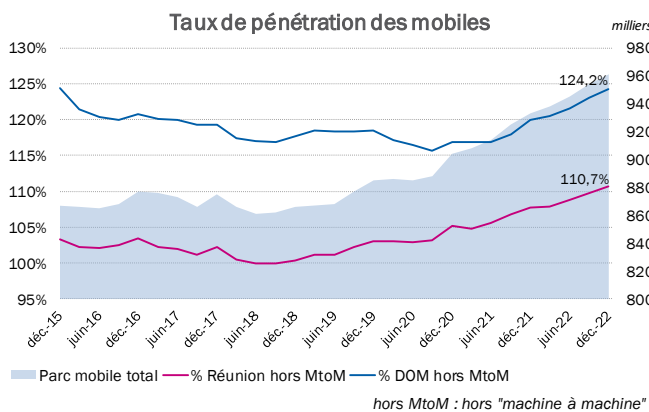
Cette évolution est confirmée par les Notaires de La Réunion qui constatent une diminution annuelle des volumes de ventes de -3% en décembre 2022, enclenchée depuis le troisième trimestre. Comme déjà précisé précédemment, les prix, toujours croissants, oscillent entre +5,7% et +7,7% dans l'immobilier ancien, et +11,4% pour les appartements neufs.

De manière globale, les experts-comptables de La Réunion observent une hausse de l'activité du secteur immobilier sur le trimestre concerné (+15,6%), et +7,1% pour l'année entière. Le volume de chiffre d'affaires bénéficie de l'envolée des prix, malgré le resserrement des conditions d'emprunt qui freine les transactions.

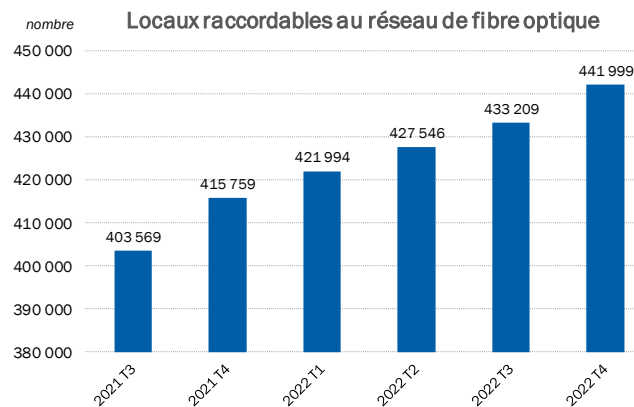


## Les réseaux numériques affichent une progression continue

La téléphonie mobile locale reste dans une dynamique de croissance sur le dernier trimestre 2022. La progression du taux de pénétration des mobiles est de la même ampleur que celle du parc mobile, soit +3% en rythme annuel. Ce taux s'élève à 110,7% sur la période, pour 961 000 cartes SIM actives.



Les opérateurs privés Orange, SFR et ZEOP poursuivent le déploiement de la 5G dans les grandes villes réunionnaises. En fin d'année 2022, Orange propose le lancement de cette technologie dans l'Est en commençant par la ville de Saint-Benoît, après avoir connecté Saint-Denis, le Port et Saint-Pierre. Le déploiement de la fibre au sein des zones plus isolées du territoire est porté par la régie Réunion THD dans le cadre du Plan Régional Très Haut Débit. Selon le réseau, le taux de couverture global à la fibre optique du territoire à fin 2022 s'élève à 93,4%



Le nombre de locaux raccordables au réseau de fibre optique croît de 6,3% d'octobre à décembre 2022 en comparaison de l'an passé. L'ARCEP enregistre ainsi près de 442 000 locaux raccordables, soit 8 800 de plus qu'au troisième trimestre.

# Les événements marquants du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022

## Octobre

### ◆ Emploi

Le **Salon de l'Emploi** a pour objectif la création de liens et d'échanges entre les entreprises souhaitant recruter et les candidats. Il réunit divers participants autour de trois pôles : le recrutement, le pôle accompagnement, conseils et formations et le pôle entrepreneuriat local. Il permet d'accompagner à la fois les employeurs par la présentation de nouveaux process de recrutement, et les candidats par des conseils personnalisés.

Présenté lors de la Commission Emploi du Medef Réunion, le nouvel outil du Pôle emploi « **La Bonne Compétence Pro** » a pour but de faciliter le recrutement des demandeurs d'emploi par les adhérents du syndicat d'entreprises. La plateforme recense les profils de demandeurs d'emploi selon leurs compétences acquises ou en cours d'acquisition.

### ◆ Filière cinéma

Producteurs, réalisateurs et repéreurs sont accueillis pour l'évènement **Studio Réunion** co-organisé par l'Agence Film Réunion et l'agence d'attractivité Nexa. Destiné à promouvoir les atouts de l'île et de la filière cinéma-audiovisuel, ce rendez-vous annuel offre l'opportunité de développer des partenariats avec les professionnels locaux et de proposer des tournages sur le territoire.

### ◆ Prospection

Le Club export Réunion accompagne 5 entreprises en mission de **prospection au Kenya** pour la troisième fois. Le pays africain, en plein essor, est à la recherche d'investisseurs et de partenaires extérieurs afin de poursuivre son développement économique. Le séjour est ponctué de rendez-vous B to B organisés par Business France avec les entrepreneurs locaux, de visites de sites et d'évènement networking.

## Novembre

### ◆ Coopération régionale

Le Conseil Départemental de La Réunion et les Comores, représentées par les Gouvernorats des îles Mohéli, d'Anjouan et de Grande Comore, ont renouvelé leur **convention de partenariat** dix ans après la première signature. Les actions concernées par ce nouveau partenariat sont destinées à renforcer la cohésion sociale et le développement des îles en agissant sur divers secteurs d'activité tels que le sport, l'éducation, la sécurité alimentaire, le médico-social, et le touristique durable.

### ◆ Innovation

Axée sur la thématique Economie sociale et solidaire, l'association Webcup lance la 4<sup>ème</sup> édition du **Startup**

**week-end** en partenariat avec la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) de La Réunion, la commune du Port et le Territoire de la Côte Ouest.

L'objectif de l'évènement est de créer un projet de startup viable autour de la thématique proposée en 54h, avec une équipe d'experts issus de divers horizons (ESS, marketing, communication, développement web etc.).

### ◆ Visites ministérielles

Monsieur **François Braun, Ministre de la Santé** est en visite dans l'île afin de rencontrer les professionnels de santé et les élus locaux sur différentes thématiques telles que le développement de la prévention (addictologie, santé de la femme, maladies chroniques, etc.), le manque d'effectifs et de moyens et les difficultés des conditions de travail.

Le **Secrétaire d'État** auprès de la Première Ministre, **chargé de la Mer, Monsieur Hervé Berville**, est venu échanger avec les acteurs locaux sur les enjeux de la filière maritime : décarbonation du secteur maritime dans le cadre de la démarche France Mer 2030, avenir des métiers de la mer et de la filière pêche, soutien financier des infrastructures nautiques et maritimes.

## Décembre

### ◆ Innovation

La CINOR propose un nouvel espace dédié à la valorisation de projets innovants pour le territoire, **Le Kub**. Centré sur la thématique des sciences du vivant, Le Kub permet le progrès scientifique, économique et environnemental par l'interaction de divers acteurs, professionnels, porteurs de projets et experts. Il peut accueillir jusqu'à 50 entreprises et a pour ambition la création future de 200 emplois.

### ◆ Achat public

Dans le cadre du développement économique de la microrégion Est, la CIREST organise son premier **forum de la commande publique** en présence de ses partenaires (chambres consulaires, communes membres de la CIREST, bailleurs sociaux, Aéroport de La Réunion, etc.). Le but est de valoriser les rencontres entre les acheteurs publics et les entreprises de la microrégion, afin de faciliter les achats publics des acteurs.

### ◆ Entrepreneuriat

La CCI Réunion organise sa première **Journée de l'Innovation entrepreneuriale**, ouverte aux entrepreneurs, porteurs de projets, étudiants et au grand public. Autour de divers ateliers, rencontres avec les partenaires et de l'organisation d'un escape game, la chambre consulaire souhaite apporter les réponses aux problématiques rencontrées par les entrepreneurs ou les futurs chefs d'entreprises.

# Définitions & acronymes

## ACOSS

L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale est, en France, la caisse nationale qui coordonne l'ensemble des organismes participant au recouvrement du régime général de sécurité sociale.

## ARCEP

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

## Base 100

L'indice d'une grandeur est le rapport entre la valeur de cette grandeur au cours d'une période courante et sa valeur au cours d'une période de base. Il mesure la variation relative de la valeur entre la période de base et la période courante. Souvent, on multiplie le rapport par 100 ; on dit : indice base 100 à telle période. Les indices permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions de plusieurs grandeurs entre deux périodes données.

## CCP - BTP

Caisse de Congés Payés - Bâtiment et travaux publics

## Catégories des demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM)

**A :** regroupe les demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi. **B :** regroupe les demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures au plus) au cours du mois. **C :** regroupe les demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures) au cours du mois.

## CEROM

Comptes économiques rapides pour l'Outre-Mer

## Correction des variations saisonnières (CVS)

Technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières sur les données qui sont dues à la structure du calendrier annuel, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales. Par exemple, dû aux vacances scolaires de juillet-août, le trafic aérien augmente toujours au troisième trimestre. La CVS permet d'effacer « l'effet vacances » de l'évolution observée afin de ne retenir que la variation conjoncturelle attendue en l'absence des influences calendaires.

## Date de prise en compte (DPC)

Relatif aux permis de construire. Dans les séries en date de prise en compte, chaque événement est comptabilisé au titre du mois d'enregistrement de l'information dans la base de données Sit@deI2. Les séries en date de prise en compte ne sont jamais révisées : les derniers points sont directement comparables aux points précédents.

## Date réelle (DR)

Relatif aux permis de construire. Les séries dites « en date réelle » rattachent chaque événement (autorisation, mise en chantier, annulation, achèvement) au mois pendant lequel il s'est effectivement produit. Compte tenu des retards de transmission, les chiffres en date réelle pour un mois donné peuvent faire l'objet de plusieurs révisions successives avant de se stabiliser.

## Droit commun

Ensemble des règles juridiques applicables à toutes les situations qui ne font pas l'objet de règles spéciales ou particulières.

## Droits de mutation

Improprement appelés aussi « frais de notaire » s'appliquent à la quasi-totalité des mutations à titre onéreux portant sur des biens immobiliers, notamment à tous les achats ou ventes de logements.

## ETP

Equivalent Temps Plein

## EVP (équivalent vingt pieds)

Unité approximative de mesure de conteneur qui regroupe à la fois les conteneurs de 20 pieds et de 40 pieds. On l'utilise pour simplifier le calcul du volume de conteneurs dans un terminal ou dans un navire. Un conteneur de 20 pieds vaut 1 EVP et un conteneur de 40 pieds en vaut 2.

## Inflation sous-jacente

Hausse des prix intrinsèque qui n'inclut pas les grands postes à prix volatiles et qui permet ainsi de dégager une tendance de long-terme. Elle est calculée en excluant les prix des produits frais, du tabac et des produits pétroliers.

## Microentreprise vs auto-entrepreneur

Une microentreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les microentreprises font partie des petites et moyennes entreprises (PME). Cette notion, utilisée à des fins d'analyse statistique et économique, diffère de celle du régime fiscal de la micro-entreprise et ne s'apparente pas non plus au statut de micro-entrepreneur, appelé auto-entrepreneur avant le 19 décembre 2014 (*source INSEE*).

## Parc mobile

Ensemble des cartes SIM en service enregistrées à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) d'un opérateur à la date considérée.

## Parc MtoM

Nombre de cartes SIM utilisées pour la communication entre équipements distants (gestion à distance d'équipements, terminaux et serveurs, fixes ou mobiles). Les communications provenant de ces cartes sont généralement réalisées sans intervention humaine. Ces cartes sont par exemple utilisées pour le traçage des objets et outils de travail, à des fins d'actualisation de données, d'identification et de surveillance de tous ordres, etc.

## PAX

Nombre de passagers

## Prix courants (ou en valeur nominale ou en valeur)

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, sans déduction de la variation des prix.

## Prix constants (ou en valeur réelle ou en volume)

Prix en valeur réelle, c'est-à-dire après déduction de l'effet de l'inflation.

## Taux de pénétration

Il est obtenu en divisant le nombre total de clients par la population considérée.

## Transbordement

Le transbordement consiste à faire transiter une marchandise du quai de réception vers le quai d'expédition, sans passer par un lieu de stockage.

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de La Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

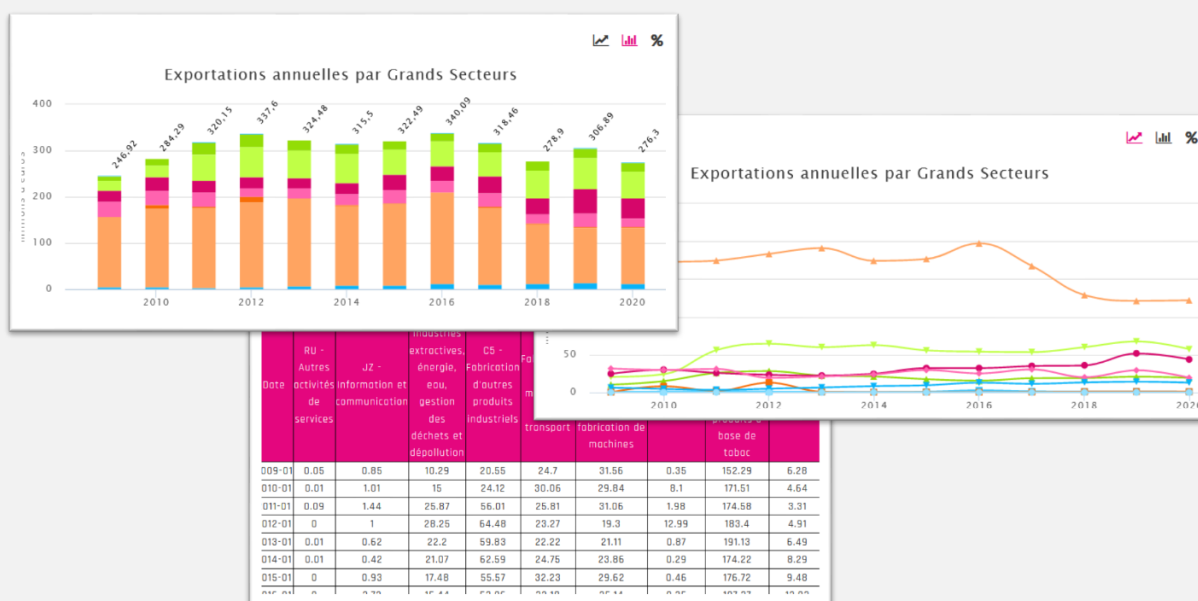
Pour en savoir plus : <http://www.nexa.re/lagence-nexa/nos-services/observer>

## Nexstat - Open Data La Réunion

nexstat  
OPEN DATA LA RÉUNION

A travers sa mission d'observatoire de l'économie régionale, NEXA organise le recensement, la collecte, le traitement et la centralisation de données socio-économiques récoltées auprès de différents organismes producteurs statistiques. Dans une optique de centralisation des informations, afin de réduire le fractionnement des données et permettre une accessibilité facilitée, NEXA souhaite mettre à disposition d'utilisateurs potentiels un portail de données ouvertes (Open Data).

L'intérêt est de fournir à un large public, des données libres de droits pouvant être extraites et réutilisées à des fins d'information, de recherche ou de support de développement d'activité.



Pour en savoir plus : <http://www.nexstat.re>

### Observatoire Régional de l'Economie

Directeur de la publication : Fabrice VANDOMEL

Rédaction : Frédéric LORION, Rekha GRIMOIRE

Conception et édition : Nexa - Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)



Financé par  
l'Union européenne



Le programme d'actions 2023 est cofinancé par l'Union Européenne et la Région Réunion.